

REPONSES DE GRDF / DIFFUSION PUBLIQUE

CONSULTATION PUBLIQUE DU 24 MAI 2016 DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE RELATIVE A LA STRUCTURE DES TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE

DATE :

24 JUIN 2016

DESTINATAIRE :

COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE

Question 35 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une composante tarifaire de gestion unique, les conditions de rémunération des fournisseurs par les GRD au titre de la gestion de la relation contractuelle avec les utilisateurs étant par ailleurs définies dans les contrats et protocoles liant les GRD aux fournisseurs ?

Question 36 : Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?

Question 37 : Dans la perspective d'un encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD, quelles modalités de rémunération seraient les plus adaptées ?

Sur l'encadrement du dispositif par la CRE

GRDF est favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs.

Pour ce qui concerne le gaz naturel, à l'origine, le choix de la mise en place du contrat unique (incluant l'acheminement et la livraison pour la très grande majorité des clients et pour la composante acheminement pour les clients bénéficiant par ailleurs d'un Contrat de Livraison Direct) a été fait pour répondre à un objectif de simplicité pour le client final et notamment d'éviter qu'il ne reçoive deux factures distinctes une pour la molécule et l'autre pour

l'acheminement. Ce schéma répondait également à un souci d'optimisation du coût global pour les consommateurs compte tenu des synergies évidentes entre facturation de l'acheminement et facturation de la fourniture d'énergie.

Pour GRDF, il importe particulièrement que cet objectif initial de maîtrise des coûts dans l'intérêt du consommateur final soit préservé avec la mise en place de la rémunération des peines et soins des fournisseurs.

En particulier, comme l'indique elle-même la CRE dans sa consultation, « Sous réserve que le fournisseur répercute dans le niveau de ses offres la rémunération qu'il reçoit du distributeur, la mise en place d'une rémunération serait neutre pour le consommateur ».

Pour autant, il apparaît essentiel à GRDF que la CRE veille à ce que ce mécanisme ne conduise pas à la constitution d'une rente indue au profit des fournisseurs au détriment des consommateurs, et qu'il ne conduise pas à répercuter aux consommateurs des coûts supérieurs à ceux qu'occasionnerait la mise en place pour les GRD de leur propre système de facturation.

Plus généralement, les différentes décisions du CoRDIS confirmées pour l'essentiel par d'autres instances judiciaires ont remis en cause le système contractuel liant Client/Fournisseur/Distributeur défini depuis l'ouverture des marchés dans les différents groupes de concertation mis en place sous l'égide de la CRE. Elles affirment, par ailleurs, l'identité entre les règles applicables au gaz et à l'électricité.

Dans ce contexte, GRDF accueille donc très favorablement la proposition de la CRE d'encadrement des conditions de rémunération des fournisseurs par les distributeurs d'électricité et a demandé officiellement à la CRE d'étendre cette démarche de concertation à la distribution du gaz naturel afin de définir un cadre de cohérence pour les deux énergies.

La CRE doit en effet avoir un rôle central dans la définition de ces dispositifs pour les raisons suivantes :

- Ils doivent permettre d'assurer le bon fonctionnement des marchés dans le respect pour les gestionnaires d'infrastructure des obligations de non discrimination des fournisseurs tout en permettant le développement de la concurrence au bénéfice des consommateurs.
- Suite aux décisions de justice précitées, les distributeurs sont acheteurs uniques et obligés des prestations assurées par les fournisseurs.
- Il n'appartient pas aux distributeurs de fixer de leur propre chef les conditions de rémunération « équitable et proportionnée » des fournisseurs et leur éventuelle modulation en fonction des caractéristiques de leurs portefeuilles clients.
- La CRE est seule à même au travers des audits ou enquêtes qu'elle a le pouvoir de diligenter, tant chez les distributeurs que chez les fournisseurs, de vérifier la bonne adéquation de ces modalités de rémunération avec les coûts évités des distributeurs ou avec les coûts de gestion incrémentaux des fournisseurs pour la gestion de l'acheminement en plus de la gestion de la fourniture de gaz et/ou d'électricité.
- La CRE est la mieux à même de définir les modalités adéquates pour prendre en compte les synergies qui résultent pour les fournisseurs de la gestion simultanée de la fourniture et de l'acheminement et de l'existence dans leurs portefeuilles de clients en offres duales gaz+électricité.

- Cet avis de la CRE est indispensable pour donner aux clients finals et aux associations de consommateurs toute confiance dans le bon fonctionnement des marchés et assurer la crédibilité et la transparence des dispositifs mis en place.

Sur les conditions de rémunération

Par la délibération du 26/07/2012 portant communication relative à la gestion de clients en contrat unique, un dispositif temporaire et asymétrique (réservé aux fournisseurs ayant un portefeuille de moins de 1,75 millions de clients) avait été mis en place en vue de favoriser le développement de la concurrence et de compenser le handicap de certains fournisseurs sur le marché de l'électricité. Ce dispositif n'est pas repris par la Cour d'appel de Paris dans son arrêt du 2 juin laquelle ne s'est prononcée ni sur un dispositif de type asymétrique ni sur la compensation du handicap de certains fournisseurs en vue de favoriser le développement de la concurrence.

Les décisions du CoRDIS et de la Cour d'appel portant sur les schémas contractuels et les prestations assurées par les fournisseurs pour le compte des GRD qui s'imposent désormais à tous répondent en effet à une toute autre logique. Elles demandent bien la mise en place d'un dispositif pérenne visant à assurer une couverture de ces prestations "équitable et proportionnée au regard des coûts évités par les GRD". Ces décisions ne font ainsi nullement référence à une quelconque volonté de compenser un éventuel handicap concurrentiel de certains fournisseurs sur le marché de l'électricité ou du gaz.

En conséquence, GRDF considère que :

- Le dispositif de rémunération des fournisseurs ne devrait en aucun cas conduire à un niveau de rémunération supérieur aux coûts évités du distributeur correspondant à un système « industriel » de gestion clients, optimisé pour le traitement de la totalité du portefeuille de GRDF (coût incrémental du GRD). GRDF considère que cette approche du coût incrémental pour le GRD s'applique pour tout distributeur (Gaz, Electricité, ELD).
- Compte tenu des synergies existantes avec les activités de commercialisation de gaz et d'électricité, la rémunération des fournisseurs, pour être équitable et éviter toute constitution de rente indue devrait être égale au coût incrémental de gestion de l'acheminement distribution d'un fournisseur efficace.
- Si le dispositif devait être modulé en fonction de la taille des portefeuilles des fournisseurs, il devrait se limiter strictement à refléter les éventuels rendements d'échelle sur le coût incrémental de gestion de l'acheminement distribution d'un fournisseur efficient.
- Il serait donc logique que la CRE mette en place dès la phase de conception des modalités de rémunération des fournisseurs les moyens de monitoring de leurs coûts de gestion clients afin d'adapter le dispositif en conséquence.

Au delà de ces principes, il est délicat aujourd'hui pour GRDF de se prononcer d'une part sur l'ampleur de ces effets d'échelle et de synergies, et d'autre part sur la différenciation qui devrait en résulter en matière de rémunération des fournisseurs.